

ON LÂCHE RIEN !



BUDGET



En fin d'année 2025, la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) a été adoptée au Parlement, ainsi qu'une loi spéciale, reconduisant le budget de l'Etat de 2025. Cette ignominie n'a pu avoir lieu qu'avec la complicité des députés PS qui ont rejoint la Macronie !

A 13 voix près, la pire loi de finance de la Sécurité Sociale que nous ayons connue sous le régime de Macron, est un énième coup de massue contre la classe ouvrière, où gauche et droite du Capital à l'assemblée, ont trahi une fois encore le camp des travailleurs !

De nouveau : 80 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales

80 milliards que les patrons n'ont pas payé en 2025 ni les années précédentes, et qu'ils ne payeraient pas en 2026 ! Avec ces 80 milliards, il serait tout à fait possible de financer la sécurité sociale, nos retraites, nos services publics...

Ce sont 6 milliards de coupes supplémentaires dans les dépenses de santé, avec :

- **La tarification à l'acte** (déjà catastrophique pour les hôpitaux) **étendue au médico-social** ;
- **La taxation des mutuelles et complémentaires** : ce qui veut dire augmentation de tarifs pour les salariés et les retraités ;
- **La limitation de l'arrêt médical initial à 1 mois** ;
- **La fermeture de milliers de lits, l'augmentation de l'ambulatoire et de l'hospitalisation à domicile.**

Pour le budget de l'Etat, c'est la reconduction du budget 2025 qui s'était traduit par des coupes budgétaire importantes et l'augmentation du budget militaire. Et dans les semaines qui viennent, un nouveau budget qui malheureusement va se traduire par encore plus de coupes budgétaires pour une nouvelle augmentation du budget militaire !

AU NIVEAU DE LA VILLE DE PARIS, LES COUPES BUDGÉTAIRES SE TRADUISENT DÉJÀ PAR DES SUPPRESSIONS DE POSTES, PAR DES MILLIERS DE POSTES VACANTS NON POURVUS, DES AGENTS EN SITUATION PRÉCAIRE, DES SALAIRES QUI STAGNENT...

Ces milliards, qui nous sont volés, seraient utilisés pour financer le budget des armées ! **Nous, syndicats CGT du Comité des syndicats de la Ville de Paris, nous revendiquons :**

- L'arrêt d'exonérations de cotisations sociales ;
- L'arrêt des coupes budgétaires ;
- L'arrêt des fermetures de lits ;
- Le retrait du budget 2026 pour la Sécurité Sociale (PLFSS) et du budget de l'Etat ;
- L'augmentation du point d'indice à 6€ ;
- L'arrêt du gel des embauches (rappelons que la Ville de Paris a gelé le recrutement de contractuels depuis septembre, et ce gel se poursuit jusqu'à aujourd'hui !) ;
- L'arrêt des suppressions de postes ;
- L'arrêt des coupes budgétaires alors que les budgets travaux sont particulièrement impactés... .

Les syndicats CGT du Comité de la Ville de Paris

n'accepteront pas cette nouvelle spoliation des travailleuses et travailleurs et de leur système de protection sociale, **créé par le Conseil National de la Résistance et mis en place il y a 80 ans à la Libération**.

Les politiques du Capital et les syndicats jaunes (CFDT, UNSA,...), dont certains évoquent sans honte un budget avec des compromis pour la classe ouvrière, ont permis un braquage manifeste de nos conquis sociaux et entérinent ainsi, l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans pour le plus grand bonheur de la Macronie, du patronat et de la bourgeoisie...



**Les agents n'ont rien à gagner avec cette loi de finance.
Prenez connaissance de ces mesures et préparez vous pour la riposte nécessaire !**